

## Suppressions d'emplois : Sarkozy remonte au front

**Le chef de l'Etat se rend aujourd'hui à Gandrange (Moselle), où Arcelor-Mittal prévoit de supprimer plus de 600 emplois. La résurgence de plans de licenciement pousse l'Elysée et Matignon à se montrer plus interventionnistes.**

A la grogne sur la question du pouvoir d'achat, s'ajoutent désormais des inquiétudes sur l'emploi et sur les conditions de travail, comme l'illustrent les manifestations qui se sont tenues vendredi dans la grande distribution. Ces tensions, qui interviennent en pleine chute de la popularité de Nicolas Sarkozy, poussent le chef de l'Etat à monter au créneau. Après l'annonce de la suppression par ArcelorMittal de 600 emplois sur le site de Gandrange (Moselle), il a ainsi reçu, lundi dernier, Lakshmi Mittal, le PDG du groupe, et doit se rendre aujourd'hui sur le site mosellan. La démarche est délicate : en s'exposant ainsi, Nicolas Sarkozy réaffirme

Hervé Novelli, secrétaire d'Etat aux Entreprises, avait de son côté assuré que l'Etat mettrait « *tout en œuvre pour susciter une reprise* » de Charles Jourdan (chaussures), dont la faillite entraîne la disparition de 200 emplois.

### Mauvaises nouvelles en chaîne

Cet interventionnisme commence toutefois à faire grincer des dents : la semaine dernière, l'appel de Nicolas Sarkozy au PDG Daniel Bouton à « *ne pas s'exonérer des responsabilités* » a ainsi irrité quelques grands patrons. Pour le gouvernement, la situation est d'autant plus délicate que les mauvaises nouvelles s'enchaînent. Vendredi, Alcatel-Lucent France a annoncé la suppression de 400 emplois, moins d'un an après avoir déjà supprimé, en février 2007, 1.468 postes. Au sein de Miko, à Saint-Dizier (Haute-Marne), la suppression, annoncée en novembre, de 250 postes continue aussi d'alimenter la tension. Par ailleurs, en Alsace, les syndicats



Jean-Christophe Verriagen/AFP

**Manifestant du site d'ArcelorMittal de Gandrange, à la suite de l'annonce de la suppression de près de 600 emplois.**

son volontarisme, mais risque aussi de remettre en lumière la difficulté pour l'exécutif de limiter de tels licenciements.

Son approche illustre en tout cas la contradiction croissante entre un libéralisme économique affiché et la tentation interventionniste. Vendredi, alors que la perspective d'une OPA lancée par BNP Paribas fait craindre aux 130.000 salariés de la banque des suppressions d'emplois, François Fillon est intervenu à son tour, en déclarant que le gouvernement veillerait à ce que « *les intérêts* » des salariés soient « *préservés* ». Début janvier,

dénoncent l'intensification du recours massif et « *abusif* » à l'intérim, notamment sous l'impulsion « *des fonds étrangers, plutôt nord-américains* ». A l'approche des élections municipales, l'opposition ne manque pas non plus d'accentuer la pression. « *La désillusion a fait place à un vent de révolte. Il n'y a pas que le dévissage de Nicolas Sarkozy dans les sondages, il y a surtout le dévissage des conditions de vie et de travail* », a déclaré, vendredi, Ségolène Royal, avant d'aller soutenir les grévistes d'une grande surface de la banlieue rochelaise.

DEREK PERROTTE